ASSEMBLÉE NATIONALE

16 juin 2025

PROGRAMMATION NATIONALE ET SIMPLIFICATION NORMATIVE DANS LE SECTEUR
ÉCONOMIQUE DE L'ÉNERGIE - (N° 1522)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**SOUS-AMENDEMENT**

N° 756

présenté par
M. Fugit

à l'amendement n° 563 de M. Armand

ARTICLE 5

À l'alinéa 6, après le mot :

« terrestre »,

insérer les mots :

« et en mer ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce sous amendement a pour objet de mentionner explicitement parmi les énergies renouvelables du mix énergétique national, l'accroissement de la production d'électricité éolienne en mer. En effet, l'article 5 de la proposition de loi portant programmation nationale et simplification dans le secteur économique de l'énergie, procède à l'énumération des principales énergies renouvelables composantes du mix énergétique à savoir l'électricité photovoltaïque, l'électricité éolienne terrestre, l'énergie cinétique des courants marins ou fluviaux, mais omet de citer l'apport fondamental de l'électricité éolienne en mer aux fins de souveraineté énergétique et de décarbonation du mix français.

L'ajout porté par cet amendement permet en effet :

- De porter traduire dans la loi les objectifs du plan éolien en mer signé par l'Etat en 2022.
- De retenir dans les moyens mobilisables aux fins de réalisation de l'objectif pour 2030 de 200 térawattheures d'énergie renouvelable mentionné à l'article 5-1 b), le potentiel de production des

parcs éoliens en mer inscrit dans le Pacte éolien en mer signé entre la filière et l'Etat pour 18 GW en service à l'horizon 2035 et 45 GW d'ici 2050.

- De donner des perspectives économiques au développement d'une filière énergétique électrique qui représente actuellement 8300 emplois en France et une production de 4,6 GW et dont le potentiel à l'horizon 2035 est de 20000 emplois et 18 GW ;